



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le vingt quatre février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 février 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 26**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6**

Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE donne pouvoir à Yannick LE COQ  
Isabelle NOTHEAUX donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 24 février 2025

**M\_DL250224\_022**

### FONCIER - ACQUISITION DE LA PARCELLE AM 483 A LA REGION NORMANDIE - AUTORISATION - SIGNATURE

**M. Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal Délégué** - Lors de la construction du Lycée Jean Prévost par la Région Normandie, dont l'inauguration s'est tenue le 1<sup>er</sup> septembre 1970, la Ville de Montivilliers a mis à disposition de la Région Normandie un terrain communal dans le but d'y construire l'infrastructure.

Afin de régulariser l'emprise foncière, un acte de transfert de propriété entre la commune de Montivilliers et la Région Normandie a eu lieu le 15 septembre 2009, la Région est alors devenue propriétaire.

Toutefois, cet acte de transfert se portait sur l'intégralité de l'emprise parcellaire, comprenant alors des équipements communaux comme la salle de sport Jean Prévost, le City-stade et le skate park.

A la lumière de ce constat, il est nécessaire de régulariser cette situation afin que chaque propriétaire dispose de la jouissance totale des bâtiments et des équipements sur leurs emprises respectives.

Le 11 décembre 2023, la Région Normandie a approuvé le principe de désaffectation de l'enseignement public de l'emprise issue de la parcelle cadastrée section AM n°483 à Montivilliers, d'une superficie estimée de 13 500 m<sup>2</sup>, supportant les installations sportives gérées par la Ville.  
A l'issue, de la délibération exécutoire prise par la Région Normandie, un arrêté a été pris le 21 août 2024 dans le cadre de la désaffectation de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 13 500 m<sup>2</sup>.

Dans ces conditions, la Ville a consenti un avis favorable à l'acquisition de cette emprise à titre gratuit.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** la délibération de la région Normandie relative à la désaffectation d'une emprise foncière du Lycée Jean- Prévost à Montivilliers du 11 décembre 2023 ;

**VU** l'arrêté n°SGAR 24-108 portant désaffectation d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 13 500 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée AM n°483 du Lycée Jean Prévost à Montivilliers du 21 août 2024

**VU** le plan schématique

#### CONSIDÉRANT

- Qu'à ce jour, il est nécessaire de régulariser la jouissance des emprises foncières dans le but que chaque propriétaires puissent disposer de la propriété des bâtiments et des équipements sur leur propre parcelle.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- Que le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit les cas de cession amiable d'un bien appartenant au domaine public, entre deux personnes publiques ;

**Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et urbanisme réunie le 6 février 2025, consultée ;**

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

**Après en avoir délibéré,**

### **DÉCIDE**

- D'acquérir en l'état et à titre gratuit auprès de la Région Normandie, une surface estimée à 13 500 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section AM n°483, supportant les installations sportives gérées par la commune de Montivilliers ;

- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer tout acte permettant l'acquisition de la parcelle cadastrée section AM n°483 à venir entre la Région Normandie et la commune de Montivilliers dont l'adresse est située Place François Mitterrand, à Montivilliers.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

